

La géopolitique du « déluge d'Al-Aqsa »



[Source : numidia-liberum]

Par Pepe Escobar

L'opération *Al-Aqsa Flood* du Hamas a été méticuleusement planifiée. La date de lancement a été conditionnée par deux facteurs déclencheurs.

Tout d'abord, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté sa carte du « nouveau Moyen-Orient » à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, carte dans laquelle il a complètement effacé la Palestine et tourné en dérision toutes les résolutions de l'ONU sur le sujet.

Deuxièmement, les provocations en série à la mosquée sacrée d'Al-Aqsa à Jérusalem, y compris la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : deux jours avant la fête d'Al-Aqsa, le 5 octobre, au moins 800 colons israéliens ont lancé un assaut autour de la mosquée, frappant les pèlerins, détruisant les magasins palestiniens, le tout sous l'observation des forces de sécurité israéliennes.

Toute personne dotée d'un cerveau en état de marche sait qu'Al-Aqsa est une ligne rouge définitive, non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour l'ensemble du monde arabe et musulman.

Et ce n'est pas tout. Les Israéliens ont maintenant invoqué la rhétorique d'un « Pearl Harbor ». Il n'y a pas plus menaçant. Le premier Pearl Harbor était l'excuse américaine pour entrer dans une guerre mondiale et bombarder le Japon, et ce « Pearl Harbor » pourrait être la justification de Tel-Aviv pour lancer un génocide à Gaza.

Les secteurs de l'Occident qui applaudissent le nettoyage ethnique génocidaire en cours et à venir – y compris les sionistes qui se font passer pour des « analystes » et qui affirment haut et fort que les « transferts de population » qui ont commencé en 1948 « doivent être achevés » – pensent qu'avec un armement massif et une couverture médiatique massive, ils peuvent renverser la situation en un rien de temps, anéantir la résistance palestinienne et affaiblir les alliés du Hamas comme le Hezbollah et l'Iran.

Leur projet ukrainien a échoué, laissant non seulement des œufs sur les visages des puissants, mais aussi des économies européennes entières en ruine. Pourtant, lorsqu'une porte se ferme, une autre s'ouvre : passez de

l'Ukraine, pays allié, à Israël, pays allié, et concentrez-vous sur l'Iran, pays adversaire, plutôt que sur la Russie, pays adversaire.

Il existe d'autres bonnes raisons de faire feu de tout bois. Une Asie occidentale pacifique signifie la reconstruction de la Syrie – dans laquelle la Chine est désormais officiellement impliquée ; un redéveloppement actif de l'Irak et du Liban ; l'Iran et l'Arabie saoudite dans le cadre des BRICS 11 ; le partenariat stratégique Russie-Chine pleinement respecté et l'interaction avec tous les acteurs régionaux, y compris les principaux alliés des États-Unis dans le golfe Persique.

Incompétence. Stratégie délibérée. Ou les deux

Cela nous amène au coût du lancement de cette nouvelle « guerre contre le terrorisme ». La propagande bat son plein. Pour Netanyahu à Tel-Aviv, le Hamas est ISIS. Pour Volodymyr Zelensky à Kiev, le Hamas est la Russie. Le temps d'un week-end d'octobre, la guerre en Ukraine a été complètement oubliée par les grands médias occidentaux. La porte de Brandebourg, la tour Eiffel et le Sénat brésilien sont désormais tous israéliens.

Les services de renseignements égyptiens affirment avoir averti Tel-Aviv d'une attaque imminente du Hamas. Les Israéliens ont choisi de l'ignorer, tout comme ils ont ignoré les exercices d'entraînement du Hamas qu'ils avaient observés les semaines précédentes, forts de leur certitude que les Palestiniens n'auraient jamais l'audace de lancer une opération de libération.

Quoi qu'il en soit, le déluge d'Al-Aqsa a déjà, irrémédiablement, brisé le mythe populaire de l'invincibilité de Tsahal, du Mossad, du Shin Bet, des chars Merkava, du Dôme de fer et des forces de défense israéliennes.

Alors même qu'il abandonnait les communications électroniques, le Hamas a profité de l'effondrement flagrant des systèmes électroniques israéliens, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui surveillent la frontière la plus surveillée de la planète.

Des drones palestiniens bon marché ont touché plusieurs tours de détection, facilité l'avancée d'une infanterie en parapente et ouvert la voie à des équipes d'assaut en tee-shirt et brandissant des AK-47 pour ouvrir des brèches dans le mur et franchir une frontière que même les chats errants n'osaient pas franchir.

Israël s'est inévitablement tourné vers la bande de Gaza, une cage encerclée de 365 kilomètres carrés peuplée de 2,3 millions d'habitants. Les bombardements aveugles de camps de réfugiés, d'écoles, d'immeubles civils, de mosquées et de bidonvilles ont commencé. Les Palestiniens n'ont pas de marine, pas d'armée de l'air, pas d'unités d'artillerie, pas de véhicules de combat blindés et pas d'armée professionnelle. Ils n'ont que peu ou pas d'accès à la surveillance de haute technologie, alors qu'Israël peut consulter les données de l'OTAN s'il le souhaite.

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a proclamé :

« un siège complet de la bande de Gaza. Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence ».

Les Israéliens peuvent s'engager joyeusement dans une punition collective parce que, avec trois vetos garantis du Conseil de sécurité des Nations unies dans leur poche arrière, ils savent qu'ils peuvent s'en tirer à bon compte.

Peu importe que Haaretz, le journal israélien le plus respecté, concède carrément que « le gouvernement israélien est en fait le seul responsable de ce qui s'est passé (le déluge d'Al-Aqsa) pour avoir nié les droits des Palestiniens ».

Les Israéliens ne manquent pas de cohérence. En 2007, Amos Yadlin, alors chef des services de renseignement de la défense israélienne, a déclaré : « Israël serait heureux que le Hamas prenne le contrôle de Gaza, car les forces de défense israéliennes pourraient alors traiter Gaza comme un État hostile ».

L'Ukraine achemine des armes vers les Palestiniens

Il y a un an à peine, le comédien en sweat-shirt de Kiev parlait de transformer l'Ukraine en un « grand Israël » et était dûment applaudi par une bande de bots du Conseil de l'Atlantique.

Eh bien, les choses se sont passées différemment. Comme vient de m'en informer une source de l'État profond de la vieille école :

« Les armes marquées de l'Ukraine finissent dans les mains des Palestiniens. La question est de savoir quel pays paie pour cela. L'Iran vient de conclure un accord avec les États-Unis pour six milliards de dollars et il est peu probable que l'Iran le mette en péril. J'ai une source qui m'a donné le nom du pays, mais je ne peux pas le révéler. Le fait est que des armes ukrainiennes sont acheminées vers la bande de Gaza et qu'elles sont payées, mais pas par l'Iran. »

Après son raid stupéfiant du week-end dernier, un Hamas avisé s'est déjà assuré plus de moyens de négociation que les Palestiniens n'en ont eu depuis des décennies. Fait significatif, alors que les pourparlers de paix sont soutenus par la Chine, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte, Tel-Aviv s'y refuse. Netanyahu est obsédé par l'idée de raser Gaza, mais si cela se produit, une guerre régionale plus large est presque inévitable.

Le Hezbollah libanais, allié fidèle de la résistance palestinienne au sein de l'axe de la résistance, préférerait ne pas être entraîné dans une guerre qui

pourrait être dévastatrice de son côté de la frontière, mais cela pourrait changer si Israël perpétrait un génocide de facto à Gaza.

Le Hezbollah détient au moins 100 000 missiles balistiques et roquettes, de Katyusha (portée : 40 km) à Fajr-5 (75 km), Khaibar-1 (100 km), Zelzal 2 (210 km), Fateh-110 (300 km) et Scud B-C (500 km). Tel-Aviv sait ce que cela signifie et frémit aux fréquents avertissements du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, selon lesquels la prochaine guerre avec Israël se déroulera à l'intérieur d'Israël.

Ce qui nous amène à l'Iran.

Déni géopolitique plausible

La principale conséquence immédiate du déluge d'Al-Aqsa est que le rêve humide des néoconservateurs de Washington d'une « normalisation » entre Israël et le monde arabe s'évanouira tout simplement si cela se transforme en une longue guerre.

En fait, de larges pans du monde arabe sont déjà en train de normaliser leurs liens avec Téhéran – et pas seulement au sein des BRICS 11 nouvellement élargis.

Dans le mouvement vers un monde multipolaire, représenté par les BRICS 11, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), l'Union économique eurasiennne (UEE) et l'initiative chinoise Belt and Road (BRI), parmi d'autres institutions révolutionnaires de l'Eurasie et du Sud global, *il n'y a tout simplement pas de place pour un État d'apartheid ethnocentrique friand de châtiments collectifs.*

Cette année encore, Israël s'est vu refuser l'accès au sommet de l'Union africaine. Une délégation israélienne s'est tout de même présentée et a été éjectée sans ménagement de la grande salle, une image qui est devenue virale. Lors des sessions plénières des Nations unies le mois dernier, un diplomate israélien isolé a tenté de perturber le discours du président iranien Ibrahim Raisi. Aucun allié occidental ne s'est tenu à ses côtés et il a lui aussi été expulsé des lieux.

Comme le président chinois Xi Jinping l'a diplomatiquement exprimé en décembre 2022, Pékin « soutient fermement la création d'un État palestinien indépendant jouissant d'une pleine souveraineté sur la base des frontières de 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale ».

La Chine soutient la Palestine « pour qu'elle devienne un membre à part entière des Nations unies ».

La stratégie de Téhéran est bien plus ambitieuse : offrir des conseils stratégiques aux mouvements de résistance d'Asie occidentale, du Levant au golfe Persique : Hezbollah, Ansarallah, Hashd al-Shaabi, Kataib Hezbollah, Hamas, Jihad islamique palestinien, et d'innombrables autres. C'est comme

s'ils faisaient tous partie d'un nouveau grand échiquier supervisé de facto par le grand maître iranien.

Les pièces de l'échiquier ont été soigneusement positionnées par nul autre que feu le commandant de la Force Quds du Corps des gardiens de la révolution islamique, le général Qassem Soleimani, un génie militaire qui n'a pas son pareil. Il a contribué à jeter les bases des succès cumulés des alliés iraniens au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen et en Palestine, ainsi qu'à créer les conditions d'une opération complexe telle que le déluge d'Al-Aqsa.

Ailleurs dans la région, la volonté atlantiste d'ouvrir des corridors stratégiques à travers les cinq mers – la mer Caspienne, la mer Noire, la mer Rouge, le golfe Persique et la Méditerranée orientale – bat de l'aile.

La Russie et l'Iran sont déjà en train d'anéantir les projets américains dans la mer Caspienne – via le corridor international de transport nord-sud (INSTC) – et dans la mer Noire, qui est en passe de devenir un lac russe. Téhéran suit de très près la stratégie de Moscou en Ukraine, tout en affinant sa propre stratégie sur la manière de débiliter le Hegemon sans implication directe : c'est ce qu'on appelle le déni géopolitique plausible.

Bye bye le corridor UE-Israël-Arabie-Inde

L'alliance Russie-Chine-Iran a été diabolisée comme le nouvel « axe du mal » par les néoconservateurs occidentaux. Cette rage infantile trahit une impuissance cosmique. Il s'agit de véritables souverains avec lesquels on ne peut pas jouer, et si on le fait, le prix à payer est impensable.

Un exemple clé : si l'Iran, attaqué par un axe israélo-américain, décidait de bloquer le détroit d'Ormuz, la crise énergétique mondiale monterait en flèche et l'effondrement de l'économie occidentale sous le poids de quadrillions de produits dérivés serait inévitable.

Cela signifie que, dans un avenir immédiat, le rêve américain d'interférer à travers les cinq mers n'est même pas un mirage. Le déluge d'Al-Aqsa vient également d'enterrer le corridor de transport UE-Israël-Arabie saoudite-Inde, récemment annoncé et qui avait fait l'objet d'un grand battage médiatique.

La Chine est parfaitement consciente de toute cette incandescence qui a lieu une semaine seulement avant son troisième Forum de la ceinture et de la route à Pékin. L'enjeu, ce sont les corridors de connectivité de la BRI qui comptent – à travers le Heartland, à travers la Russie, ainsi que la route de la soie maritime et la route de la soie arctique.

Il y a aussi l'INSTC qui relie la Russie, l'Iran et l'Inde et, par extension, les monarchies du Golfe.



Les répercussions géopolitiques du déluge d'Al-Aqsa accéléreront les connexions géoéconomiques et logistiques de la Russie, de la Chine et de l'Iran, en contournant l'hégémon et son empire de bases. L'augmentation des échanges commerciaux et la circulation ininterrompue des marchandises sont une question de (bonnes) affaires. Sur un pied d'égalité, dans le respect mutuel – ce n'est pas exactement le scénario du parti de la guerre pour une Asie occidentale déstabilisée.

Oh, les choses qu'une infanterie en parapente se déplaçant lentement et survolant un mur peut accélérer !

Source : The Cradle